

# RÉSISTER, MAINTENIR ET PERSÉVÉRER

Je préparais un article pour le M. L. sur la nécessité de ne pas sacrifier l'essentiel à l'accident, la raison d'être à l'être, le mouvement ouvrier et l'idéal libertaire aux pouvoirs dits révolutionnaires. Mais je n'ai trouvé le loisir d'écrire que dans la fameuse nuit du 23 au 24 avril. Mes réactions du moment ont contrarié l'expression de mes idées constantes. De l'article projeté et des réflexions nocturnes, il n'est resté que quelques notes mal composées et insuffisantes que je crois honnête de soumettre à mes lecteurs et amis.

Devant ce qu'une voix autorisée appelle un pronunciamiento militaire, il convient de prendre parti dans l'immédiat, sans sacrifier notre constance. Certains ont connu de tels débats, lors de la lutte de 1940 à 1945 contre le nazisme victorieux. Il fallait participer à la Résistance, sans se confondre avec elle. Il faut aujourd'hui s'animer contre les usurpateurs d'Alger, sans sacrifier l'indépendance du mouvement ouvrier et notre vocation libertaire.

Usurpateurs à nos yeux, non parce qu'ils bafouent l'État en usant de pouvoirs exorbitants que l'État leur avait confiés, bien avant le 13 mai 1958. Ce qu'ils ont usurpé c'est le droit de soumettre le peuple algérien au nom du peuple français. C'est le pouvoir de contraindre les soldats du contingent à trahir les familles d'où ils sont issus et qu'ils voudraient rejoindre. Et il n'est pas inutile de souligner que c'est encore le représentant omniprésent de la «*légitimité française et républicaine*» qui ordonne la désobéissance à ceux qui selon le Code militaire «*devraient obéir, à leurs supérieurs immédiats, sans hésitation ni murmure*».

Le mythe de l'obéissance passive est-il détruit? Et la légitimité victorieuse n'imposera-t-elle pas une dictature prolongée?

Le pire, cependant, c'est la dictature militaire... surtout lorsqu'elle s'appuie sur une clientèle de mercenaires et sur une classe de colons menacés dans leurs privilèges et qui sont peut-être les seuls authentiques fascistes français. Notre position se place dans le barrage nécessaire, et nous ne sommes nullement engagés au-delà de cette limite de résistance. Que le péril soit écarté... ou que le pire triomphe, nous ne redeviendrons pas, nous resterons ce que nous sommes, nullement solidaires des autres formations alignées sur le rempart.

Cette volonté de maintenir notre raison d'être, de parler et d'agir éclaire encore notre position à l'égard de certains problèmes internationaux. Qu'ils s'agisse de Tito, de Ferhat Abbas, de Nasser ou de Castro, nous proclamons a priori que notre opposition au colonialisme stalinien, européen ou américain ne se mue pas en soutien des pouvoirs autoritaires nés de cette opposition victorieuse. La tragique aventure de Cuba nous fournit l'occasion d'une nouvelle démonstration.

Mais comme nos informations sont insuffisantes, nous nous contenterons ici de préciser quelques préalables «principiels»:

1- Nous refusons de céder à un anti-américanisme qui déferle aussi bien à l'extrême gauche que dans l'opinion bourgeoise conservatrice et réactionnaire. Les responsabilités passées des impérialistes yankees dans la situation de Cuba et de toute l'Amérique Latine ne sont pas contestables, mais se fondent sur l'héritage des colonialistes européens et restent strictement incluses dans la logique interne du capitalisme (1). Les travailleurs des États-Unis ne sont pas plus engagés par l'exploitation des peuples américains que les travailleurs soviétiques et chinois ne le sont par le régime de Staline et Mao-Tsé-Toung.

2- Nous refusons de nous soumettre à la logique nationaliste, même présentée sous l'uniforme du socialisme étatiste. Nous ne condamnons par principe ni les tentatives conçues dans l'émigration, ni les hérissons de résistance à un pouvoir qualifié de socialiste.

(1) Cf. le beau livre de Josué de Castro: *La géopolitique de la faim*.

A l'étranger ou sur le sol national, toute rébellion post-révolutionnaire peut se classer sous l'évocation historique de Coblenz ou de Cronstadt.

Coblenz en 1790 fut le rassemblement contre-révolutionnaire des nobles français qui avaient perdu leurs privilèges. Cronstadt en 1920 fut le centre d'une révolte engagée au nom de la révolution soviétique contre la dictature d'un parti.

Il n'est pas dans notre intention de juger rétrospectivement la sanglante bataille de Cronstadt. Les insurgés manquèrent peut-être de clairvoyance et de sens de l'efficacité. Mais nul ne peut les enterrer dans la fosse commune de la Révolution.

Les anticastres veulent-ils revenir avant le 8 janvier 1959 (2), revenir au 8 janvier ou prolonger le mouvement du 8 janvier. Sont-ils contre le Castro vainqueur de Batista, contre le Castro profiteuse de la victoire, contre le Castro dictateur ennemi des libertés ouvrières? Ce sont les seules questions que nous posons.

Faut-il rappeler que, depuis quarante ans, et même au-delà, les groupes d'exilés proscrits par les dictatures ont toujours eu droit de cité dans les organisations ouvrières et révolutionnaires?

De 1933 à 1945, les Anglo-Saxons accueillirent en Grande-Bretagne et aux États-Unis des représentants des partis vaincus... provisoirement. Il paraît que les ennemis de Batista, les révolutionnaires cubains eurent à souffrir (selon *l'Express* du 20 avril 1961), des... attentions de la police américaine. Encore purent-ils demeurer à l'abri sous la bannière étoilée jusqu'au 8 janvier 1959 (l'actuel ministre des Affaires étrangères de Castro profita de cette hospitalité sordide, mais préservatrice...).

Il est vrai que Staline avait une tout autre conception de la solidarité internationale. On peut en appeler aux témoignages des communistes et des juifs allemands livrés à Hitler en 1939 et des républicains espagnols non-conformistes envoyés à Karaganda... mais combien de survivants parmi ces témoins ?...

3- Nous n'éprouvons aucune fierté du système démocratique dont nous jouissons en France. On comprend le mépris des anarchistes pour l'électoratisme. Mais faut-il s'y référer pour expliquer le refus de M. Castro de procéder, comme il l'avait formellement promis à une consultation électorale (cf. déclarations radiodiffusées et télévisées du dictateur. *Express* du 20-4-61)?

Le peuple cubain «*n'a pas de temps à perdre*»... Il doit travailler... Et son rassemblement sur la place publique pour entendre le maître serait plus démonstratif que des élections?

Nous avons rappelé Cronstadt et les débuts de la révolution russe. De nombreux libertaires et syndicalistes révolutionnaires saluèrent les Soviétiques parce qu'ils étaient l'expression de la démocratie directe.

Le bulletin de vote n'exprime guère la volonté consciente de l'électeur, n'implique pas un mandat précis et toujours révocable pour l'élu. Si faible que soit sa valeur, elle est tout de même infiniment supérieure à celle des «*applaudissements imbéciles et des huées fanatiques*».

Au cours de la nuit d'alerte du 23 au 24 avril, je relis des pages consacrées à Alexandre Herzen qui exerça une très grande influence sur les jeunes révolutionnaires russes de la première moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle. J'y trouve cette phrase qui pourrait nous servir de devise: «*On ne peut pas construire des maisons pour des hommes libres avec des matériaux faits pour construire des prisons...*».

**Roger HAGNAUER.**

-----

(2) Date de l'entrée de Fidel Castro à La Havane.